



SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

ATTAC-LIÈGE

Bimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège [asbl] • n°51 • mai-juin 2008

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Belgique -Belgie
PP
40-49 LIEGE X
9/2858



Edito

Allégresse. Celle que nous projetons dans les trilles des merles qui envolent le feuillage neuf. Celle de la lumière de l'été retrouvé. Celle des verts si divers qu'il nous faudrait autant de mots que ceux des Inuits pour la neige. Jouir du monde qui nous est offert à bout de regards, de narines, au bout de doigts, dans nos foulées randonnantes, loin de la jouissance actée par les notaires, dans la pleine jouissance du corps. C'est de cela sans doute que parlait CORCUFF dans une conférence un peu pédante. C'est de ce bonheur d'être que nous prive trop souvent le système d'exclusion et de précarité en voie de généralisation aussi dans nos pays riches et industrialisés. Car comment jouir de la lumière derrière les barbelés d'un centre fermé ? Comment se réjouir d'un chant d'oiseau quand il faut laisser ses enfants avant l'aube pour aller travailler selon un horaire invraisemblable de flexibilité et pour un salaire de misère ? Comment sourire à l'odeur de la terre après l'averse dans la peur de l'huissier ? Militer, c'est aussi lutter pour que tous aient le droit à l'émerveillement. Allégresse. Comme celle qui nous portait lors du retrait de l'Accord Multilatéral sur les Investissements (l'AMI) en 1998 (dix ans déjà), lors de la mise en échec de la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle en 99, comme celle que nous entendions chanter dans le nom de cette ville brésilienne où s'est créé le Forum Social Mondial, Porto

Alegre – et nous rêvions tout haut : budget participatif, fête populaire, la fin des *favelas*, distribution des terres, annulation des dettes... Cette allégresse-là n'est plus tout à fait à l'ordre du jour. Comme après la grande fête de 68, les institutions en place ont très bien repris la main, voire intégré ou à tout le moins manipulé ce qui pouvait apparaître comme des avancées. L'annulation de la dette des pays pauvres a été plusieurs fois brandie comme une concession généreuse de la part des pays du G8, sans que dans les faits il y ait même de véritable allègement. Au Brésil, le Parti des Travailleurs est au pouvoir avec Lula et que fait-il pour les sans-terre, pour la protection de la forêt, pour l'élimination des bidonvilles ? Il soutient les projets de centrales hydroélectriques, il affirme que les agrocarburants sont une bonne chose pour tout le monde... « Démocratie participative » ? Mais quelle bonne idée, s'exclame-t-on en haut lieu ! D'ailleurs ça va très bien avec la (bonne) gouvernance : une saine responsabilité de tous pour la gestion collective. Comment ça, tous ne sont pas sur pied d'égalité ? D'aucuns ont incomparablement plus de pouvoir que d'autres ? L'AMI revient par la fenêtre, en de multiples accords bilatéraux. Même tenue en échec lors des ministérielles bisannuelles, l'OMC poursuit son oeuvre délétère, et s'il s'agit de libéralisation des services publics, elle peut compter sur un relais singulièrement efficace dans la politique déployée par l'Union euro-

péenne. Bref les matins n'en finissent pas de déchanter. Et voilà les crises financières : celle de l'immobilier, suite aux prêts indécents consentis à des ménages qui ne pourraient pas rembourser, ce que l'on a appelé la « crise des subprimes », bientôt la crise des cartes de crédit non approvisionnées. Tout cela non seulement ébranle la finance mais ajoute à la misère de la population précaire. Or les crises n'ont rien d'inéluctable, la crise alimentaire actuelle moins que toute autre, comme nous l'a rappelé François Dufour le 23 mai dernier. Allégresse ? Oui, si, quand même, malgré tout. Il nous faut analyser, développer des alternatives et cultiver l'optimisme de la volonté. Voyons déjà quels seront nos rendez-vous de la rentrée. Notre AG commune aura lieu le 17 septembre, avec comme invité Marco van Hees. Comme plat de résistance la saison prochaine (éminemment digeste, c'est promis) nous vous proposons un cycle de six soirées de formation sur « La finance et le citoyen ». Avant cela, les rendez-vous de l'été ne manquent pas, de La Marlagne à... la Boverie, en passant par Maubray, Sarrebruck, Floreffa (voir agenda). Nous vous le souhaitons ensoleillé et militant !

Les actions contre la ratification du Traité de Lisbonne ne sont pas terminées. Restez informés par le site www.cr-tl.be.



Assemblée générale

Mercredi 17 septembre à 19h30

à Liège, rue du Beau-Mur, 48

voir page 2



QUELQUES ÉCHOS D'ACTIVITÉS PASSÉES...

(Christine Pagnouille)

Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,
48, rue du Beau Mur
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
liege@attac.be
www.local.attac.org/liege/
Permanence les mardis,
mercredis et vendredis
de 10 à 13 heures.

Attac-Wallonie-Bruxelles

wal-bxl@attac.be

Cotisations

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (1,25 euros/deux mois*)
- 15 euros pour les actifs (ou 1,25 euros par mois*)
- 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois*)

compte n° 001-3324624-25

* si vous optez pour l'ordre permanent

Certains n'ont pas encore payé leur cotisation 2008. Faites-le au plus vite. Et n'oubliez pas qu'il vous est possible de demander un ordre permanent annuel.

Mise à jour des adresses électroniques de nos membres et sympathisants

Chers membres et sympathisants,
Même si celle-ci n'a pas changé récemment, nous vous demandons de bien vouloir nous communiquer votre adresse électronique actuelle afin de remettre notre fichier à jour.
En effet, nous avons remarqué que nous ne possédions pas les adresses d'un certain nombre d'entre vous et nous souhaiterions vous tenir le mieux possible au courant de nos activités. Veuillez adresser vos réponses à : liege@attac.be ou encore par téléphone au 04 349 19 02
Merci d'avance,
L' équipe du secrétariat
d'ATTAC-Liège

D'autres comptes-rendus (conférence de Corcuff le 24 avril, celle de Diana Johnstone et Georges Bergehezan à Flémalle le 21 mai et celle de François Dufour à l'ULg, organisée par le GTS et le CADTM le 23 mai) sont accessibles sur le site d'ATTAC-Liège

AG %

Le **jeudi 10 avril**, l'AG commune a d'abord entériné la proposition d'accueil de nouveaux membres effectifs (ceux qui doivent être présents lors de l'assemblée statutaire annuelle de l'asbl) : à savoir François Barzin, Freddy Bernard, Klaus Bolding, Mustapha El Iraki, Pascal Fontaine, Georges Neyrinck, Marianne Rathmès, Janos Sule.

Elle élit le nouveau groupe de coordination dont vous trouverez les coordonnées en encart.

Notre intervenant du jour était **Jean-Claude PAYE**, sociologue, auteur de trois ouvrages récents *Vers un État policier en Belgique ?* (EPO, 2000), *La Fin de l'État de droit. La lutte antiterroriste, de l'état d'exception à la dictature* (La Dispute, 2004) et *Global War on Liberty* (Telos Press, 2007) ainsi que d'un grand nombre d'articles sur les questions dont il venait nous parler, à savoir, les modifications du droit pénal qui nous éloignent, souvent de façon insidieuse, des garanties qu'offrent les procédures judiciaires dans un État de droit et l'emprise croissante de l'administration des États-Unis partout dans le monde et dans l'Union européenne en particulier. Jean-Claude Paye commence par souligner que s'il est important de se mobiliser contre les traités européens qui imposent des politiques économiques néolibérales, il nous faudrait aussi être bien plus vigilants sur ce que devient notre droit

pénal, constituant depuis l'origine du capitalisme (pensons aux lois sur le vagabondage et aux condamnations pour dettes du début du XIX^e siècle). Ainsi, dans nos démocraties occidentales, en parallèle au *Patriot Act*, des lois permettraient aujourd'hui, d'incriminer, par exemple, un citoyen belge qui dénoncerait la présence de têtes nucléaires sur le territoire belge ou qui soutiendrait des écoles en Palestine. Les accords entre l'Union européenne et les États-Unis sont d'autant plus efficaces qu'ils sont discrets. Ils donnent aux seconds le droit d'extrader des ressortissants de l'UE et de les juger devant des tribunaux militaires en tant qu'« ennemis combattants illégaux » ; ils confèrent un droit de regard quasi illimité sur nos données personnelles, notamment par l'accès aux terminaux des compagnies d'aviation et l'intrusion dans le contrôle des données financières traitées par la société SWIFT. Dans les faits, le système de renseignements ECHELON fournit déjà à peu près toutes les données dont pourrait vouloir disposer l'administration US ; mais la stratégie actuelle consiste à obliger des états tiers à faire acte d'allégeance en modifiant leur législation. Devant pareille situation, que faire ? Si nous ne nous suicidons pas, il nous faut nous mobiliser.

Pour davantage d'information et le texte de quelques articles, consulter http://multitudes.samizdat.net/auteur.php3?id_auteur=66

Assemblée générale

17 septembre à 19h30

Marco VAN HEES, journaliste, inspecteur au Ministère des Finances et auteur de *Didier Reynders: l'homme qui parle à l'oreille des riches* ainsi que de *Le Frankenstein fiscal du Docteur Reynders*, viendra nous parler de l'inégalité croissante entre citoyens due aux récentes mesures fiscales en Belgique, notamment les fameux intérêts notionnels.

POLITIQUE

Le **jeudi 17 avril**, dans le cadre du cycle de conférences-débats organisées par la revue *Politique* sur le thème « La gauche peut-elle changer la société ? », en partenariat avec ATTAC Wallonie-Bruxelles, Michel Husson (économiste et membre du conseil scientifique d'ATTAC-France) nous a parlé compétitivité : « Briser le tabou de la compétitivité ».

(Voir le portail hussonet <http://hussonet.free.fr/> où l'on retrouve les diapos montrées ce jour-là.)

La plainte récurrente des milieux économiques dirigeants est qu'il nous faut être compétitifs sur le marché mondial et pour ce faire, baisser des salaires beaucoup trop élevés. La première question à se poser est de savoir si nous voulons d'une économie qui repose sur la compétitivité et non sur la complémentarité et la solidarité. Cela implique un changement radical du système économique. Notre orateur choisit de rester dans le cadre de notre économie capitaliste et d'examiner si vraiment la solution à un redressement économique passe par une baisse de salaires. A l'instar de LARROUTOUROU, il souligne que la part salariale dans la création de richesses est en baisse depuis la 2^e guerre mondiale, avec une accélération depuis les années 80. Or le supplément de profit n'a pas été consacré à des investissements mais est resté dans la sphère des revenus financiers. Il faut donc remettre en cause l'équation souvent utilisée : profit = investissement = emplois. Réduire la part des profits non investis permettrait d'augmenter la part des salaires et ainsi

- (1) de réduire les inégalités (et d'augmenter le pouvoir d'achat),
- (2) de réduire le temps de travail, et donc de créer des emplois,
- (3) de financer la protection sociale (retraites, soins de santé...).

Les obstacles principaux à la compétitivité, ce ne sont pas les salaires, mais

1. un patronat qui n'investit pas, n'innove pas et se retourne contre les travailleurs,
2. un taux de change aberrant

décidé par la BCE (qui dans le même temps voudrait supprimer l'indexation des salaires). Il faudrait au contraire instaurer un système de salaires minima équivalents à 60 % du PIB de chaque pays.

Parmi les réponses à la tribune, je retiens celle d'Olivier Hubert, de l'association *Etopia* qui plaide pour une réflexion plus radicale, faisant remarquer que nous restons dans une logique de croissance : davantage d'emplois, une meilleure distribution des richesses, tout cela contribue à une augmentation de la consommation, donc à mettre encore plus notre planète en péril ; et celle de Jean-Marie Schreuer, secrétaire de la Fédération Liège-Huy-Waremme du MOC, qui réclame que soient intégrées dans les prix toutes les externalités en matière de coûts sociaux et environnementaux, que les impôts portent aussi sur les revenus financiers et les opérations spéculatives, que les gouvernements aient les moyens de mettre hors jeu ceux qui ne respectent pas les règles, que la politique fiscale ne s'arrête pas aux frontières, que l'on change la façon d'évaluer la réponse aux besoins de la population.

De nombreuses interventions de la salle soulignent l'urgence de sortir d'une économie où prime le rendement pour faire place à la solidarité.

GRANDE DISTRIBUTION %

Le **samedi 26 avril** a eu lieu notre troisième et dernière journée sur la Grande distribution. Nous avons deux invités. Le matin Françoise Sensi, permanente à la CNE depuis 5 ans, nous a fait vivre la grande misère des travailleurs du secteur de la distribution avec des exemples concrets, complétés par une déléguée syndicale d'un Delhaize. Elle avait apporté une excellente petite brochure de la CNE (*Parce que nous ne sommes pas des marchandises ! Mémoire de la CNE-Commerce*, janvier 2008). Certains des drames dont elle nous a parlé y sont repris et y apparaissent bien, non comme

une aberration ponctuelle que le système devrait corriger mais au contraire comme la conséquence du fonctionnement du système : comment éviter le CDI, comment réduire le nombre d'heures de travail tout en maintenant des horaires invivables, comment faire payer des trous dans les caisses à un personnel déjà sous-payé... On trouve par ailleurs aussi les analyses déjà largement présentées par Christian Jacquiau. La brochure est illustrée d'excellents dessins de Serge Dehaes (à retrouver presque toutes les semaines dans *Spirou*, «Manager, mode d'emploi»).

L'après-midi, après la projection d'un documentaire assez incomplet sur IKEA et ses sous-traitants de par le monde, Bart Holvoet, jeune représentant de l'association Fair Timber (une émanation du WWF) nous a d'abord projeté un petit film de Greenpeace UK sur les ravages dans les forêts primaires, puis montré la raison d'être du Forest Stewardship Council, qui est un des labels d'exploitation durable des forêts (voir son diaporama sur le site <http://www.local.attac.org/liege/pages/documents13.html>). Il admet d'ailleurs volontiers que face à l'ampleur du problème de déforestation sauvage ou organisée, un tel label n'est qu'une goutte dans l'océan, et que ce n'est pas parce que, disons, la RaboBank se sert de papier certifié qu'elle en est plus recommandable. Évitions de compartimenter.

Prenons garde à la criminalisation de la militance

Des militants d'extrême gauche se font arrêter pour avoir rencontré des camarades. Ceci au moment où un procès s'ouvre à l'encontre de militants qui dénonçaient les visites au domicile des chômeurs en... 1999 ; au moment où la cour de cassation doit se prononcer sur l'acquiescement en appel des sympathisants du DHKP-C... Vivons-nous toujours dans un état de droit ? Voyez les textes en ligne sur notre site et les billets de Marc Metdepenningen (*Le Soir*) sur le site du CLEA.

L'analyse de Vicky, dont chaque mot mérite d'être pesé, est trop longue pour être publiée dans ces pages. Elle se trouve sur le site d'attac Liège

<http://www.local.attac.org/liege/pages/documents2.html>

Nous en reproduisons ici la conclusion.

Après trois décennies d'ultralibéralisme, de dictature du marché, de dogme de la compétitivité, du «moins d'État = meilleur État», d'austérité budgétaire, de minimalisation salariale, ... justifiés par la crainte d'une crise qui n'existait pas alors, et par le rejet des politiques keynésiennes, voilà qu'en pleine crise, réelle cette fois, le capital redoutant qu'on ne se gave plus de sa production dévastatrice, préconise le grand retour. Saurons-nous profiter de l'occasion pour réapprendre à revendiquer massivement des principes de solidarité et de construction d'une organisation collective démocratique ? Et surtout, pour ne pas nous laisser bernier par des appels à l'intervention publique destinés essentiellement à sauver le système pervers qui, une nouvelle fois, nous entraîne dans sa propre perte.

Le FMI se chargera de soutenir la stabilité «*en aidant ses membres à anticiper et à affronter les défis difficiles d'aujourd'hui.*»¹

«*Mais la politique monétaire risque de ne pas suffire, et ce pour deux raisons principales. Premièrement, son mécanisme de transmission est enrayé. [...] Deuxièmement, si cette phase de ralentissement s'installe véritablement, il risque d'être difficile d'en sortir.*» [...] À moins que la situation ne s'améliore, les pays où les risques budgétaires sont faibles devraient se préparer à exploiter la marge de manoeuvre dont ils disposent pour prendre, au moment opportun et de façon ciblée, les mesures de **relance budgétaire** susceptibles de venir renforcer la demande de façon à soutenir la consommation privée à un moment critique. [...] D'une certaine manière, la politique budgétaire n'a pas d'autre objectif, à moyen terme, que de mettre de côté des ressources en prévision des temps difficiles. Ces temps

*sont arrivés. [...] Cet **emploi de la politique budgétaire** n'est certes pas sans risque. Mais ne rien faire, c'est aller au devant d'un autre danger, celui d'une détérioration très grave de la situation. [...]*²

Le piège est bien là : relance budgétaire pour soutenir la consommation qui elle-même soutient qui ? Pour notre part, nous pensons que la relance utile est celle qui garantit la santé, les retraites, l'éducation, la recherche, le logement, le plein emploi partagé, l'arrêt du mépris de l'environnement, ...

En conclusion, nous réaffirmons plus que jamais la pertinence de la plate-forme d'ATTAC, et plus que jamais, nous invitons nos membres à la faire découvrir et à la faire partager.

▶ C'en est assez du tout à la finance dont on éponge les pertes à raison de 340 milliards, quand on menace les pensions de la population pour quelques milliards manquants en 2020.

▶ C'en est assez des fonds de pension et autres fonds ou fonds de fonds, à la spéculation aveugle. Qu'est-ce qu'une retraite pour un travailleur lorsqu'elle est fondée sur l'exploitation des autres travailleurs ? Et, qu'en reste-t-il quand ce fonds privé se perd en faillite ou prend la malle dans une faillite frauduleuse ?

▶ C'en est assez des paradis fiscaux, complices de toutes les manoeuvres financières les plus honteuses qui spolient nos États en volant le fisc.

▶ C'en est assez d'un impôt injuste qui ne se nourrit que des revenus du travail et de la consommation des masses, en épargnant les revenus du capital. C'en est assez des impôts notionnels, de l'absence de taxation sur les flux de capi-

taux, des plus-values de réalisation.

▶ C'en est assez de la déréglementation, de l'opacité sur les opérations et produits dérivés de dérivés vénéux des organisations financières.

▶ C'est assez de la dette des pays pauvres qui aboutit à financer le Nord.

▶ C'en est assez des organisations internationales non démocratiques.

▶ C'en est assez de l'autonomie des banques centrales.

▶ C'en est assez de l'article 56 du Traité de Lisbonne qui, en interdisant toute restriction aux mouvements de capitaux, verrouille la moindre initiative de régulation.

Nous savons que l'heure est grave, et nul ne peut dire que la crise d'aujourd'hui est la crise fatale. Mais nous avons compris que si ce n'est celle d'aujourd'hui, ce sera celle de demain. Allons-nous l'attendre ou renforcerons-nous notre combat ?

1. M. LIPSKY, premier Directeur général adjoint du FMI, *Le FMI appelle au renforcement du système financier mondial*, Discours à l'Institut Peterson : 12 mars 2008.

2. Dominique STRAUSS-KAHN, *Pour une relance budgétaire ciblée* Réflexions publiées dans le «Financial Times», 30 janvier 2008.

Voici la conclusion du bel exposé d'Englebert sur l'Europe et les services publics le mercredi 30 avril. Un dossier complet sera disponible sur le site d'ATTAC-Liège vers la fin juin.

Comment faire pour rendre à chacun sa part de bien-être social ?

À mon sens, on devrait s'inspirer du modèle réformiste des Norvégiens de Trondheim, l'une des principales villes portuaires du pays (150 000 habitants).

Depuis septembre 2003, la ville de Trondheim a repris le contrôle démocratique et budgétaire de son énergie, de ses écoles, de ses crèches, de ses logements sociaux, de ses transports en commun, de ses services aux personnes âgées.

Ce virage à gauche a été pris grâce à la mise en œuvre du schéma que voici :

primo radicalisation des partis et syndicats sociaux-démocrates ;

secundo élaboration d'un programme commun en rupture avec la politique des privatisations conduite depuis quatorze ans à Trondheim : promotion de l'État

social, amélioration des services publics, démocratisation de la municipalité, augmentation des investissements publics et défense des impôts ;

tertio action des syndicats sur le terrain en vue de soutenir ce programme : les responsables syndicaux se rendaient dans les entreprises et discutaient avec les salariés ;

quarto une campagne électorale centrée sur les avantages que la politique sociale proposée apporterait aux habitants dans leur vie quotidienne.

L'initiative a reçu un accueil très favorable. Les partis de gauche ont gagné les élections et appliqué leur programme. Et après quatre ans de cette politique volontariste, une deuxième vague progressiste a déferlé sur Trondheim. Preuve s'il en est que l'on peut renverser la vapeur et mener une contre-offen-

sive victorieuse. Preuve qu'un changement de cap est bel et bien possible.

Certes, j'entends l'objection : la Norvège, elle, ne fait pas partie de l'Union européenne. Mais qu'importe, qui veut peut ! Et puis au diable la suprématie antidémocratique du droit européen de la concurrence sur nos règles de droit public et social ! C'est là une hiérarchie des normes qui n'est plus tolérable !

¹ETZLER Aron, « Trondheim, camp retranché de la gauche nordique » in *Courrier international* n° 900, 31 janvier-février 2008, p. 14.

Voir aussi WAHL Asbjorn, « La méthode norvégienne : une politique d'alliances et des expériences de lutte contre le néolibéralisme ? » 7 pages sur le site <http://www.France-alter.info/sarkofree.htm>. Aller également sur le site du réseau international TNI (Transnational Institute) et sur celui de l'Internationale des Services publics.

REMISE DE LA PÉTITION CONTRE LA RATIFICATION DU TRAITÉ DE LISBONNE



Photos de la manifestation du CR-TL à Namur devant le parlement Wallon Le jour de la décision de ratifier le traité de Lisbonne. Madeleine Ploumhans remet les pétitions au député wallon Michel Lebrun.

TRIBUNE LIBRE

LA CHASSE AUX CHÔMEURS UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE DROITE

Philippe KRIESCHER

Membre d'ATTAC, Conseiller au CPAS de Verviers.

La chasse aux chômeurs : une véritable politique de droite

La chasse aux chômeurs est ouverte depuis quelques années déjà. Rien à voir avec la chasse aux sangliers, sinon peut-être un certain acharnement. Plus de 13 000 exclusions en 2007 dont 4 896 suspensions de quatre mois et 2 562 exclusions définitives.

Une bande de fraudeurs, ces chômeurs ? En aucun cas ! Le but premier de cette politique n'est d'ailleurs pas de détecter des fraudes. Lorsque fraude il y a, il est normal quelle soit sanctionnée. Mais, l'ONEM n'a pas besoin de la chasse aux chômeurs pour cela. La banque Carrefour permet désormais de détecter une partie de ces fraudes.¹

Des fainéants alors ? Plutôt des personnes qui ne comprennent pas les exigences de l'ONEM mais surtout

des personnes qui doivent chercher un travail qu'ils ne trouveront jamais compte tenu de la situation économique actuelle. Il existe trop peu d'emplois pour les chômeurs faiblement scolarisés qui en sont les victimes principales.

A qui en vouloir ? Surtout pas à l'ONEM et encore moins à ses travailleurs qui ne font qu'exécuter les exigences de l'exécutif fédéral dont les buts sont de réduire les dépenses et les statistiques du chômage.

Que deviennent les exclus ? Les isolés et les chefs de famille introduisent une demande de revenu d'intégration sociale (RIS). **Et là, malgré les mots, nous sommes en plein dans la logique de l'exclusion.**

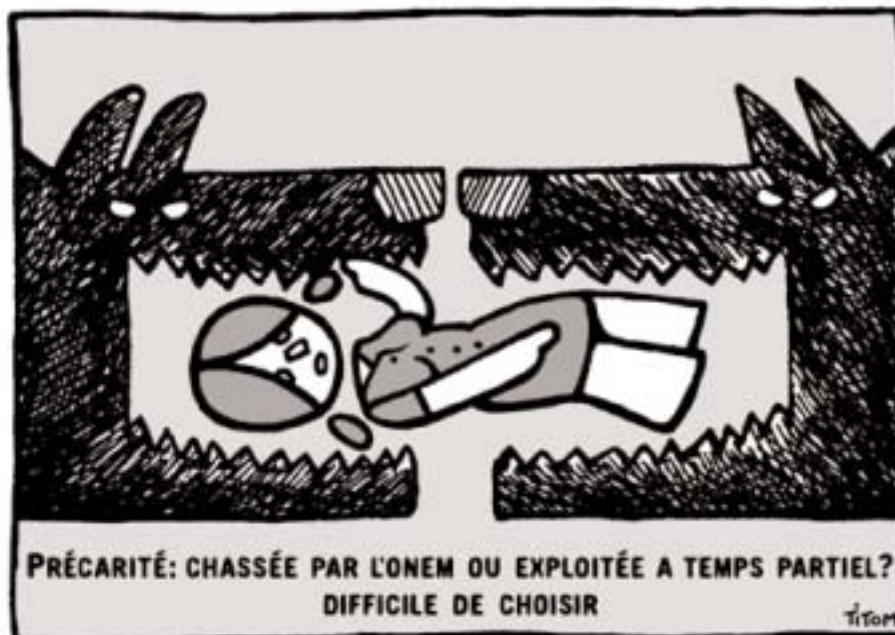
Pourquoi ? Simplement parce que lorsque vous touchez des allocations de chômage, vous obtenez une solidarité de l'ensemble des travailleurs qui cotisent à la sécurité sociale en fonction de leurs revenus et de leurs employeurs. Une solida-

rité entre tous et une redistribution des richesses alors que la plus grande partie des RIS est financée à 50 % par les impôts communaux. Et où vivent la majorité des RIS ? Dans des communes pauvres. Là où vivent aussi d'autres allocataires sociaux et des travailleurs pauvres. Il est même difficilement compréhensible que les bourgmestres et les présidents de CPAS de ces communes ne soient pas plus solidaires des organisations syndicales dans la lutte contre la chasse aux chômeurs. Où l'on voit que l'État aujourd'hui est de moins en moins garant de solidarité sociale et de redistribution des richesses...

Voir aussi, sur le site d'ATTAC-Liège, l'étude de Bernadette Schaeck, « Revenu d'intégration et travail - Scandale de l'article 35 sur l'immunisation des revenus professionnels »

1. Sur la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, voir le site http://ksz-bcss.fgov.be/fr/fluxdonnees/fluxdonnees_26.htm.

Il s'agit d'un outil informatique mis au point dans le cadre d'un « projet de lutte antifraude commun aux services d'inspection du Service public fédéral Sécurité sociale, Santé publique et Environnement, de l'Office national de sécurité sociale, du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale et de l'Office national de l'emploi ». L'objectif est de détecter et d'analyser des scénarios éventuels de fraude. <http://www.local.attac.org/liege/pages/documents7.html>



TRIBUNE LIBRE

DÉFENSE DES MILITANTS SINCÈRES

Philippe MASSENAUX
(membre d'ATTAC-Liège)

Un de nos membres fidèles tient à nous faire part de son indignation à la lecture d'un dossier sur le trotskisme publié dans le n° 34 de *La Nouvelle revue d'histoire* (janvier-février 2008).

Les «nouveaux» historiens autoproclamés indépendants qui s'y expriment alignent les contrevérités sous le signe de l'ignorance tant de l'histoire de l'Union soviétique que du communisme. C'est ainsi que lorsqu'ils déclarent (p. 61) «L'effondrement de l'URSS a signé l'arrêt de mort du communisme orthodoxe mais aussi du trotskisme», ils confondent pseudo-communisme stalinien (c'est-à-dire, entre autre, partisan du repli sur soi, anti-juif et bureaucratique ; celui qui s'est bel et bien effondré avec l'URSS) et communisme internationaliste, fidèle à l'esprit de la phrase de Marx 'prolétaires de tous pays, unissez-vous', donc 'orthodoxe'. Or ceux qui connaissent un peu l'œuvre de Trotski savent qu'il avait annoncé que le communisme gangrené qui sévissait dans la jeune URSS suite aux positions de Staline, allait, s'il n'était pas contré, finir par provoquer le rebascullement de l'URSS dans le capitalisme...

Afin de défendre les militants sincères qui se font ainsi, au moins indirectement, insulter dans leur engagement, il redéfinit dix principes à la lutte de tout qui cherche avant tout à satisfaire les besoins de l'humanité :

1. Annulation de la dette du tiers-monde, puisque cette dette est un exemple inégalé du déni de démocratie qui étouffe le développement des peuples et condamne les opprimés à l'accentuation des saccages écologiques.
2. Revendication d'une organisation du commerce mondial qui soit juste et démocratique, à l'inverse de l'OMC, antidémocratique par essence et ce intentionnellement

au vu du projet politique dont elle est porteuse, qui entend subordonner, sous couvert de faciliter les échanges, les protections sociales et écologiques à la volonté de profit d'une poignée de grands capitalistes.

3. Revendication de la souveraineté en général, et de la souveraineté alimentaire en particulier, des populations partout dans le monde, et donc dénonciation des 'droits de propriété intellectuelle', menée dans le cadre de l'OMC, qui confond invention et découverte ; ainsi les brevets sur certains végétaux ou sur le patrimoine génétique.
4. Défense de véritables services publics, outils de redistribution de la richesse, et donc dénonciation de leur privatisation, qui est l'objectif d'institutions internationales telles l'OMC, le FMI, la BM, l'OCDE, l'UE,...; or privatisation signifie suppression d'emplois, précarisation des statuts, baisse des salaires...et augmentation du prix pour les usagers.
5. Défense de la pension par répartition comme garante de solidarité, et par-dessus le marché, plus fiable que la pension par capitalisation, cette dernière venant doper la spéculation déjà responsable de beaucoup trop de suppression d'emplois et, d'une façon plus générale, défense de la sécurité sociale issue de l'après-guerre, financée par les cotisations patronales.
6. Dénonciation des ravages de la spéculation financière et soutien critique de l'instauration d'une taxe internationale sur les transactions financières (critique dans la mesure où il ne faut pas qu'il s'agisse d'une mesure de sauvetage du capitalisme, comme c'était le cas dans le chef de son inventeur, James Tobin).
7. Revendication d'un impôt juste, proportionnel, qui aussi taxe les revenus des capitaux (au lieu du

cadeau que représentent les «intérêts notionnels»), et parallèlement lutte contre la fraude fiscale, les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent.

8. Dénonciation du fonctionnement non démocratique des institutions de l'Union européenne, en particulier rôle de la Commission, négation de la séparation des pouvoirs, autonomie de la Banque centrale européenne, qui n'a de compte à rendre à aucune assemblée représentative ;
9. Dénonciation de la lutte anti-terroriste (cette invention de la superpuissance américaine destinée à remplacer la guerre froide comme source de peur lui permettant d'asseoir sa domination) qui mène à la mise en cause de l'état de droit et instaure le règne de l'arbitraire.
10. Dénonciation de la politique militariste menée dans le cadre de l'OTAN, qui aurait dû disparaître après la chute du rideau de fer, mais qui, au contraire, se renforce d'année en année et mène désormais des interventions jusqu'en Afghanistan.

Ce sont là des points programmatiques dont se réclament les différentes variantes du trotskisme, ce qui prouve, si besoin était, la vitalité du mouvement. Notons que ce sont là aussi des points qui peuvent rassembler tous les militants d'ATTAC.

Le texte complet de son intervention pourra être consulté sur notre site.

Pour cette rubrique « Tribune libre », nous invitons nos membres à nous envoyer des textes en rapport avec la plate-forme d'ATTAC comprenant entre 2500 et 3000 signes espaces compris.

L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

http://www.local.attac.org/liege/pages/agnd_F.html



Mercredi 18 juin 19 h *

Réunion du groupe Europe

Lundi 30 juin 20 h. *

Réunion du groupe de coordination

Du vendredi 1^{er} août au mercredi 6 août

Université d'été d'ATTAC Europe, organisée par divers groupes ATTAC nationaux et régionaux, sous l'impulsion d'ATTAC-Allemagne à Sarrebruck

Pour s'inscrire : www.european-summer-university.eu

Lundi 1^{er} septembre 19h30 *

Réunion du groupe de coordination

Samedi 6 et dimanche 7 septembre

Retrouvailles, comme chaque année

Au Parc de la Boverie

Mercredi 17 septembre, 19h30 *

AG commune avec comme invité Marco van Hees (voir encart page 2)



Jeudi 25 septembre 2008

Cycle de conférences 'La Finance et le citoyen'

«Crises d'hier, sub-primes et crise de demain»

Invité : Liêm Hoang-Ngoc (ATTAC-France)

ULg

Lundi 6 octobre 19h30 *

Réunion du groupe de coordination

Jeudi 23 octobre 2008

Cycle de conférences 'La Finance et le citoyen'

«Du Nord au Sud : les effets de la crise»

Invités : Eric Toussaint (CADTM) et Dominique Plihon (ATTAC-France)

Salle Art. 23, place E. Dupont 1

Lundi 3 novembre 19h30 *

Réunion du groupe de coordination

Jeudi 13 novembre 2008 à HEC :

«Les banques centrales : rôles et gestion de la crise»

Invités : Guy Quaden (Dir. Banque Nationale de Belgique)

Frédéric Lordon (*Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, 2008)

HEC, rue Louvrex

Fin novembre ou début décembre 2008

Activité avec le CADTM

(*) au Centre Liégeois du Beau Mur, rue du Beau Mur, 48-50 à 4030 Grivegnée.

L'AUTRE AGENDA

1^{er} weekend de juillet (du vendredi 4 au dimanche 6 juillet 2008)

Week-end résidentiel CADTM sur la question du genre
La Marlagne (Namur)

Mercredi 9 juillet de 02.02 p.m. à 08.08 p.m.

Le combat des Tchanchès et de la Ladybird army contre le puce-ron G8 et ses déshumains dans les rues de Liège (entre la Casa Nicaragua et l'esplanade Saint Léonard)

<http://tchanchescross.over-blog.com/>

Du vendredi 11 au lundi 14 juillet

'Camping du bonheur' sur un terrain du hameau de Maubray (nord de la France, près de Tournai)

une action 'climat et justice sociale, réduction de l'empreinte écologique, contre le centre européen des sports de glisse

Du 15 juillet au 29 août

Démarche de l'après-croissance, de ferme en lieu de culture alternative, entre Lille et Bruxelles

programme à <http://www.demarche.org/2008/etapes>

Du vendredi 1^{er} août au dimanche 3 août

Festival Esperanzah ! Pour programme et thématique voir <http://www.esperanzah.be/actualite/2008/01/>

Un rdv alter à ne pas manquer

Abbaye de Floreffe

17 au 21 septembre

Forum Social Européen à Malmö en Suède

Cette année, le FSE posera ses chapiteaux à Malmö en Suède. Des dizaines de milliers de militants de toute l'Europe participeront durant une semaine aux rencontres, créations d'idées innovantes et actions.

Venez nous rejoindre !

En car avec nous et camper à Malmö ?

Info sur le site de la coordination, du Forum Social de Belgique et du FSE:

www.autresmondes.be ; www.wsf.be et www.esf2008.org

Samedi 25 octobre, départ 7h.

Voyage sur les lieux de luttes collectives :

«De la révolution industrielle à la concrétisation des utopies»

au musée du textile et de la vie sociale à Fourmies et au familistère de

Guisse (nord de la France)

Proposé par le Centre d'Action laïque de la Province de Liège.

Prix 20 euros 068-2270037-70

Rendez-vous devant le CAL, 86 bd d'Avroy.

Samedi 6 décembre 14h30

Manifestation nationale et internationale 'Climat et solidarité'

Bruxelles Gare du Midi (voir site <http://www.climatejusticesociale.be>)